

StJames, Louise (PHAC/ASPC)

De : Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)
Envoyé : 30 mars 2020, 18 h 37
À : Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)
C. c. : Sammon, Jacob (PHAC/ASPC); Irick, Marina (PHAC/ASPC)
Objet : Résumé de la réunion d'information quotidienne des parlementaires (sous forme d'appel) : 30 mars 2020

La réunion d'information quotidienne des parlementaires sur la COVID-19 a été menée par Rhonda Kropp, ainsi que d'autres fonctionnaires du MDN, du SCC, de PC, de SAC, de l'ASFC, de l'ARC, de EDSC, d'AMC, d'ISDE, de SP, de SC et de TC. M^{me} Evans a commencé par faire une brève mise à jour du point de vue de la santé publique. À l'échelle mondiale, il y a en date d'aujourd'hui d'autres cas. À midi aujourd'hui, on compte 6 671 cas au Canada et 66 décès. Au Canada, 220 000 personnes ont reçu un test de dépistage.

On a répondu aux questions de l'ASPC, de l'ARC, de Postes Canada et du Service correctionnel du Canada restées en suspens lors d'appels précédents.

- M^{me} Kropp : Concernant une question sur les Canadiens qui reviennent en véhicule récréatif. Les personnes asymptomatiques recevront des instructions leur indiquant qu'il est permis de rester dans leur véhicule récréatif, car c'est leur premier lieu d'isolement et le lieu de résidence de certains. Ils doivent respecter les paramètres actuels de l'auto-isolement. Le non-respect de ces mesures peut entraîner une amende pouvant aller jusqu'à 750 000 \$ ou 6 mois de prison. L'ASPC travaillera avec les gouvernements FPT pour vérifier le respect de cet arrêté.
- ARC : Toutes les informations transmises par télécopieur sont sécurisées, et les politiques pour ce faire seront envoyées aux parlementaires dans les prochains jours.
- SCC : En ce qui concerne la distanciation sociale dans les prisons, nous avons réduit à un niveau critique les effectifs et suspendu de façon temporaire les programmes de groupes. Nous avons envoyé des instructions aux établissements.
- Postes Canada : En ce qui concerne une installation de traitement à Edmonton, nous sommes en contact direct avec l'installation locale. Des mesures de distanciation sociale et de santé publique sont en place, nous nettoyons absolument tous les points de contact et les zones à forte circulation, et nous nous assurons que nos employés sont en sécurité.

Nombre final de participants à l'appel : 195

Nombre de questions sans réponse : 13

Parmi les questions posées par les parlementaires, on peut citer :

- Sénatrice Paula Simons (GSI) : Le prix du pétrole est tombé en dessous de 4 \$ le baril. Le gouvernement a promis d'aider les Albertains; quel est le calendrier d'un plan d'aide pour le secteur énergétique de l'Alberta?
 - o M^{me} Kropp : Comme personne des Finances n'est en ligne, nous devons revenir sur la question.
- Député Faycal El-Khoury (PLC; Laval – Les Îles) : Qui peut être admissible à la nouvelle PCU?
 - o EDSC : Toute personne qui a gagné 5 000 \$ au cours de l'année précédente et qui a été touchée négativement par la COVID-19.
- Députée Rachel Harder (PCC; Lethbridge) : Les mesures appropriées ont-elles été prises pour garantir que les vols de TET seront autorisés au Canada et quand ces TET seront-ils autorisés à entrer au Canada?
 - o EDSC : Nous avons fait un certain nombre d'exemptions aux politiques pour les TET afin de les autoriser à entrer au pays. Nous sommes encore en train de mettre au point les politiques/paramètres définitifs et de les équilibrer avec les mesures de santé publique. Nous continuerons à travailler avec l'ASPC pour assurer la santé et la sécurité des TET.
 - o ASFC : Nous avons examiné le nombre de TET qui sont déjà entrés depuis la mise en place des mesures frontalières. Ils peuvent embarquer sur des vols à destination du Canada s'il y a des places disponibles, et nous suivons le nombre de TET qui arrivent chaque jour et chaque semaine.

- La députée Kelly McCauley (PCC; Edmonton Ouest) : Pouvons-nous obtenir des transcriptions de ces appels afin que notre personnel puisse fournir de meilleures réponses à nos électeurs?

- M^{me} Kropp : Nous examinerons cette demande en interne.
- La députée Tamara Jansen (PCC; Cloverdale – Langley City) : Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne le rapatriement de Canadiens du Népal? Quelles sont les sanctions en cas de violation de la *Loi sur la quarantaine*?
 - M^{me} Kropp : La pénalité maximale est 750 000 \$ ou 6 mois de prison. Si une personne cause un préjudice à une autre, elle peut être condamnée à une amende d'un million de dollars ou à une peine de trois ans de prison.
 - AMC : On travaille dur sur les vols en provenance du Népal, il y a des vols en provenance de l'Inde et du Pakistan en ce moment. Le Népal se révèle un peu plus compliqué, mais nous aurons une solution. Il figure en tête de notre liste de priorités.
- Le député David Sweet (PCC; Flamborough - Glanbrook) : La mise en place d'abris d'urgence ou temporaires dans tout le pays relève-t-elle d'un rôle purement provincial? Le gouvernement fédéral peut-il apporter une aide quelconque dans ce domaine?
 - M^{me} Kropp : Il s'agit d'une responsabilité des provinces et territoires. Nous travaillons en étroite collaboration avec les provinces et territoires sur l'état du système de santé afin de savoir si et quand nous avons besoin de cette infrastructure. Nous prenons note de ce que pourrait être notre infrastructure fédérale, comme nos laboratoires mobiles et notre RNSU.
- Alistair MacGregor (NPD; Cowichan-Malahat-Langford) : En ce qui concerne le récent accord entre la ville de Vancouver et le gouvernement fédéral concernant la réduction des risques et les sites d'injection sûrs, existe-t-il une personne-ressource au sein de Santé Canada qui puisse fournir plus de détails sur cet accord et aider davantage la ville à lutter contre la crise des opioïdes?
 - M^{me} Kropp : Nous transmettrons cette demande à Santé Canada qui prendra contact avec votre bureau.
- Le député Paul Manly (PV; Nanaimo-Ladysmith) : Peut-on publier une FAQ pour ces appels afin d'avoir un aperçu des questions qui se posent dans le cadre de ces appels? Il y a beaucoup de gens dans ma circonscription qui présentent des symptômes de COVID, mais qui ne peuvent pas se faire tester. Quand pourrions-nous obtenir des tests moins chers et plus nombreux pour que tout le monde puisse se faire tester? Les centres d'amitié seront-ils traités comme des premiers intervenants et obtiendront-ils le financement et les ressources appropriés?
 - M^{me} Kropp : Nous prendrons note de la suggestion de la FAQ, mais il se peut que les réponses ne soient très rapidement plus à jour, mais nous allons y réfléchir.
 - Il existe des trousse de tests rapides qui sont actuellement à l'essai et en cours d'expérimentation; nous espérons qu'elles seront disponibles le plus rapidement possible. Ces trousse de test changeront la donne et tout est mis en œuvre pour qu'elles soient disponibles le plus rapidement possible. Nous espérons que notre réponse changera bientôt.
 - SAC : Dans le cadre de la réponse du PM, il existe une enveloppe destinée aux communautés autochtones, comprenant l'argent pour les groupes autochtones urbains et les centres tels que les centres d'amitié. Nous travaillons sur le processus de diffusion de ces informations et nous recevons les demandes de financement des groupes. De l'argent a été mis de côté pour les femmes fuyant la violence également.
- La députée Rachel Harder (PCC; Lethbridge) : Les employés qui demandaient déjà la subvention de 10 % annoncée précédemment doivent-ils présenter une nouvelle demande? Comment les entreprises vont-elles démontrer une perte de revenus de 30 % pour être admissibles?
 - ISDE : Nous devons revenir sur ce point.
 - ARC : Nous allons mettre en œuvre des mesures, en élaborant les détails sur la manière dont les entreprises vont formuler une demande, mais nous devons revenir sur ce point**
- La députée Nelly Shin (PCC; Port-Moody-Coquitlam) : Y a-t-il quelque chose de particulier prévu pour les propriétaires d'entreprises dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme?
 - ARC : Les mesures particulières émaneraient du ministère des Finances. Les employés de ce secteur seraient admissibles à la subvention salariale.
 - ISDE : En tant que ministère, nous suivrons de près la situation et travaillerons avec le ministère des Finances pour trouver des solutions.
- Rachel Blaney, députée (NPD; North Island-Powell River) : Comment les fonds destinés aux personnes âgées seront-ils répartis? Les personnes âgées vivant dans les réserves se demandent si leur aide sociale sera augmentée.
 - SAC : Le financement de l'assistance sera augmenté pour répondre à la demande accrue liée à la COVID. Chaque communauté des Premières Nations recevra des fonds pour soutenir la distribution de fonds aux ménages qui sont en difficulté.
 - EDSC : Neuf millions de dollars sont accordés à Centraide, qui distribuera les fonds au niveau local, mais c'est à eux de décider de la manière de procéder.

- Le député Iqra Khalid (PLC; Mississauga - Erin Mills) : Y a-t-il quelque chose au niveau fédéral pour aider les entreprises commerciales qui ne peuvent pas payer leur loyer? Des exemptions peuvent-elles être accordées aux restaurants qui ont perdu l'essentiel de leurs recettes, dans le cadre des nouvelles mesures économiques?
 - o ISDE : Nous allons reprendre cette question.

- La députée Carol Hughes (NPD; Algoma-Manitoulin-Kapuskasing) : Pour une personne retraitée ayant des revenus, mais qui travaille, des exceptions peuvent être faites pour qu'elle ait droit à la prestation de 2 000 \$ pour payer ses factures. Pour les entreprises essentielles qui continueront à travailler, cela aura un impact sur leurs activités, car elles seront désormais en concurrence avec celles qui n'ont pas de subvention salariale. En ce qui concerne le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, est-il nécessaire de disposer de 50 000 dollars pour accéder au financement? Peut-on reprendre cette question?
 - o EDSC : Nous nous sommes efforcés de présenter ces questions et réponses de manière beaucoup plus cohérente, et nous travaillons à une meilleure communication et à une meilleure mise en œuvre de la PCRE.
 - o ARC : En ce qui concerne les prêts, il serait peut-être préférable de les diriger vers quelqu'un d'autre?
 - o M^{me} Kropp : Nous allons prendre note de cette question.
- Le député Robert Kitchen (PCC; Souris - Moose Mountain) : Premièrement, le PCRE sera-t-il imposé? Nous avons établi des protocoles de traitement pour les hôpitaux et les personnes renvoyées chez elles. Pouvez-vous nous fournir ces protocoles et nous dire à quels stades les personnes doivent recevoir le test à nouveau pour être considérées comme officiellement rétablies?
 - o M^{me} Kropp : Différentes lignes directrices s'appliquent à divers cas de figure. Consultez notre site Web pour voir quelle est la situation qui vous intéresse. Des lignes directrices supplémentaires seront produites au cours des prochaines semaines, ainsi qu'au sein de l'ASPC et par des experts dans d'autres milieux.
 - o EDSC : Il s'agit d'un revenu imposable, cependant aucune retenue ne sera effectuée sur les paiements individuels, ils le déclareront ensuite sur leurs impôts l'année suivante.

Veillez noter que ce rapport est une ébauche de travail et qu'il est destiné à l'usage interne de l'ASPC uniquement. Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Spencer Brickles
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada
spencer.brickles@canada.ca / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaires, Bureau des politiques et de la planification stratégiques
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada
spencer.brickles@canada.ca /Tél: 343-543-3102